



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Déplacements – Risques – Sécurité  
Pôle Risques Naturels et Technologiques**

Réf. : DDTM-SDRS-PRNT 2022-168

Nice, le

02 NOV. 2022

### **ARRÊTÉ**

**Portant organisation d'une enquête publique relative au projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Le Broc**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** les articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et notamment l'article L.562-3,
- Vu** les articles R.562-1 à R.562-11 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et notamment l'article R.562-8,
- Vu** les articles L.123-1 à L.123-18 et les articles R.123-1 à R.123-24 du code de l'environnement, définissant et organisant la procédure des enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration,
- Vu** la décision de l'autorité environnementale de ne pas soumettre le PPR à évaluation environnementale en date du 14 avril 2021,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 juin 2021 portant prescription de l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Le Broc,
- Vu** la saisine pour avis en date du 14 juin 2022 de la commune de Le Broc, de la métropole Nice côte d'azur, du conseil départemental des Alpes-Maritimes, du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes, du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), du centre régional de la propriété forestière PACA et du syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du parc naturel régional des pré-alpes d'azur.
- Vu** l'avis favorable du SDIS en date du 24 juin 2022,
- Vu** l'avis favorable avec réserves de la Métropole Nice Côte d'azur dans son courrier du 12 août 2022,

**Vu** l'avis favorable émis par délibération du conseil municipal de Le Broc le 27 juin 2022,

**Vu** l'avis favorable avec réserves de la chambre d'agriculture dans son courrier du 2 août 2022,

**Vu** le courrier du 12 août 2022 par lequel le syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du parc naturel régional des pré-alpes d'azur n'émet pas de réserves,

**Vu** les avis réputés favorables du conseil départemental des Alpes-Maritimes, du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la délégation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du centre national de la propriété forestière, en l'absence de réponses parvenues à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, conformément à l'article R 562-7 du code de l'environnement,

**Vu** la décision de la présidente du tribunal administratif de Nice en date du 20 juin 2022, portant désignation d'un commissaire enquêteur pour l'enquête publique relative à l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Le Broc,

**Considérant** qu'il y a lieu de soumettre le projet à enquête publique selon les formes prévues aux articles R.123-1 et suivants du code de l'environnement,

**Considérant** que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées aux articles R.123-8 et R.562-3 du code de l'environnement,

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes :

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Le Broc.

L'enquête se déroulera sur une durée de 33 jours. Elle débutera le lundi 30 janvier 2023 à 9h00 et prendra fin le vendredi 3 mars 2023 à 16h30.

### **Article 2 – Commissaire enquêteur**

Monsieur Jacques LAVILLETTE est désigné commissaire enquêteur.

### **Article 3 – Avis des personnes publiques et bilan de concertation**

Les avis recueillis auprès des personnes publiques consultées préalablement à l'enquête et le bilan de la concertation qui s'est déroulée au cours de l'élaboration du projet de PPR, seront annexés au registre d'enquête, avant l'ouverture de l'enquête publique.

Le maire de la commune de Le Broc sera entendu par le commissaire enquêteur.

#### **Article 4 – Déroulement de l'enquête**

Les pièces du dossier d'enquête publique ainsi que le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, paraphés par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public, en mairie de Le Broc, 1 place de l'hôtel de ville, 06 510 Le Broc , pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 30 janvier 2023 au vendredi 3 mars 2023 inclus, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours et heures d'ouverture habituels de la mairie, de 9H00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 du lundi au vendredi, et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Les pièces du dossier d'enquête publique ainsi qu'un registre d'enquête publique dématérialisé sécurisé seront également disponibles de manière complémentaire depuis le lien suivant :

<https://www.registredemat.fr/pprif-lebroc>

ou accessible à partir du lien disponible sur le site de la préfecture :

<http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Les-projets-des-plans-de-prevention-des-risques-naturels-previsibles/Dossiers-d-enquete-publique>

Les observations et remarques peuvent également être adressées par écrit à monsieur le commissaire enquêteur sous enveloppe fermée, avec la mention « Ne pas ouvrir », à l'adresse suivante :

Monsieur le commissaire enquêteur de l'enquête publique  
relative à l'élaboration du PPR incendies de forêt de la commune de Le Broc  
Mairie de Le Broc  
1 place de l'hôtel de ville  
06 510 Le Broc

ou par e-mail à l'adresse suivante : [pprif-lebroc@registredemat.fr](mailto:pprif-lebroc@registredemat.fr)

L'accès aux documents détaillés ci-dessus sera enfin possible sur un poste informatique mis à la disposition du public, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 30 janvier 2023 au vendredi 3 mars 2023 inclus, pendant les jours et heures d'ouverture habituels de la mairie, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 du lundi au vendredi, en mairie de Le Broc, ou dans tout autre lieu qui sera défini par la commune. L'emplacement de l'ordinateur mis à disposition devra être signalé aux visiteurs venus consulter le dossier d'enquête publique par tout moyen laissé à l'initiative de la commune.

#### **Article 5 – Informations environnementales :**

Conformément à la décision n° F-093-21-P-0020 de l'autorité environnementale en date du 14 avril 2021, le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Le Broc n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

## **Article 6 – Permanences en mairie du commissaire enquêteur :**

Afin de recevoir les observations du public, trois permanences seront assurées en mairie de Le Broc par le commissaire enquêteur, selon le calendrier suivant :

Jour	Heures	Lieu
30 janvier 2023	de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30	Mairie de Le Broc 1 place de l'hôtel de ville 06 510 Le Broc
15 février 2023	de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30	Mairie de Le Broc 1 place de l'hôtel de ville 06 510 Le Broc
3 mars 2023	de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30	Mairie de Le Broc 1 place de l'hôtel de ville 06 510 Le Broc

## **Article 7 – Publicité de l'enquête**

Un avis établi conformément aux dispositions des articles L.123-10 et R.123-9 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et par voie dématérialisée par les soins du maire concerné, dans la commune de Le Broc, avant le 13 janvier 2023 et pendant toute la durée de l'enquête. L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-11 du code de l'environnement, un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera également publié avant le 13 janvier 2023 et rappelé entre le 30 janvier 2023 et le 6 février 2023 dans deux journaux habilités à publier les annonces légales.

Une copie des journaux dans lesquels aura été publié l'avis sera annexée au dossier soumis à l'enquête :

- avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion ;
- au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

## **Article 8 – Clôture de l'enquête et rapport d'enquête**

À l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur clos et signe le registre d'enquête publique qui est mis à sa disposition.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet de plan et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement, qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que les réponses éventuelles du responsable du projet.

Le commissaire enquêteur consigne dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet de PPR.

Dans le délai d'un mois à compter de l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

### **Article 9 – Consultation du rapport et conclusions du commissaire enquêteur**

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera :

- adressée par le Préfet à la mairie de Le Broc pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
- tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la préfecture des Alpes-Maritimes et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes accessible à l'adresse :

<http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Les-projets-des-plans-de-prevention-des-risques-naturels-previsibles/Dossiers-d-enquete-publique>

### **Article 10 – Décision prise à l'issue de l'enquête**

À l'issue des consultations prévues aux articles R.562-7 et R.562-8, le plan, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral (article R.562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L.151-43 du code de l'urbanisme.

### **Article 11 – Mesures d'information**

Des copies du présent arrêté sont adressées pour information à :

- M. le président de la métropole Nice côte d'azur,
- M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes,
- M. le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le ministre de la transition écologique, direction générale de la prévention des risques,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- M. le président de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,
- M. le président du service départemental d'incendie et de secours,

- M. le président de la délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du centre national de la propriété forestière,
- Monsieur le président du syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du parc naturel régional des pré-alpes d'azur.
- Mme la présidente du tribunal administratif de Nice,
- Mme la cheffe du service interministériel de défense et de protection civiles des Alpes-Maritimes.

### **Article 12 – Personne responsable du projet**

La personne responsable du projet est :

Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer  
Service de l'État dans les Alpes-Maritimes  
Direction départementale des territoires et de la mer  
Service déplacements risques sécurité / Pôle risques naturels et technologiques  
CADAM  
147 boulevard du Mercantour  
06 286 Nice Cedex 3

### **Article 13 – Exécution du présent arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de la commune de Le Broc, le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

  
*Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522*  
**Philippe LOOS**